



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 23 juillet 2013
Numéro 385

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Qu'advient-il si le Hezbollah tournait le dos aux Européens?

An Nahar (proche du 14-Mars)

La décision européenne allie le bâton et la carotte. Le parti militaire est «terroriste» et le dialogue politique reste ouvert

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

L'Europe s'aventure: La Résistance est terroriste

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

La troisième accusation contre le Hezbollah

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Le régime Assad commet des massacres après des revers sur le terrain

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

L'UE sanctionne le Hezb, Beyrouth embarrassé

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

Jamil annonce que les contrats des S-300 sont en cours

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Egypte: Les «Frères» optent pour la politique de la terre brûlée

L'événement

Le Hezbollah qualifie d'«agressive et injuste» la décision de l'UE

La décision de l'Union européenne d'inscrire l'«aile militaire» du Hezbollah sur sa liste noire a suscité un vague de condamnations au Liban, où une grande partie de la classe politique a dénoncé cette mesure qui frappe une formation politique représentée au Parlement et au gouvernement, et disposant d'un énorme capital de sympathie chez une grande partie des Libanais, toutes communautés confondues (Voir par ailleurs).

Le 14-Mars, lui, a fait assumer au Hezbollah la responsabilité de cette décision, tout comme il avait justifié l'attentat terroriste de Bir al-Abed, provoqué, selon lui, par la participation de la Résistance aux combats en Syrie. Pourtant, de l'avis même de diplomates et d'experts occidentaux, le Hezbollah a été le dernier à s'impliquer en Syrie, précédé des mois auparavant par une nuée de groupes extrémistes libanais encouragés par la rhétorique du Courant du futur. Le Liban constitue par ailleurs depuis plus de deux ans le principal point de passage pour les armes et les combattants qui vont grossir les rangs des rebelles syriens. Le Hezbollah a ainsi qualifié lundi d'«agressive» et d'«injuste» la décision de l'UE, estimant qu'elle allait attirer «des pertes et des déceptions» aux Européens. «Le Hezbollah refuse clairement la décision de l'UE et y voit une décision agressive, injuste, qui ne se base sur aucune justification et aucune preuve», a indiqué un communiqué du parti lundi soir.

Le Hezbollah a estimé que «l'Union européenne s'est pliée aux pressions américano-sionistes et au diktat de la Maison-Blanche», ce qui constitue une «tendance dangereuse», selon le communiqué qui poursuit: «Cette décision a été rédigée avec une main américaine et de l'encre israélienne, et il n'était demandé à l'Europe que d'apposer son tampon. Elle ne correspondait pas aux intérêts des peuples de l'Union européenne et elle est en contradiction avec les valeurs et les aspirations en faveur de la liberté et de l'indépendance.»

Les autorités officielles libanaises, elles, semblent fortement embarrassées par la décision européenne. Le ministre des Affaires étrangères du cabinet démissionnaire, Adnan Mansour, a appelé mardi à une réunion extraordinaire du gouvernement, «car ce sujet est lié à la vie politique du Liban en général et aura des répercussions». «Nous devons prendre les décisions adéquates», a-t-il ajouté. Pour sa part, la chef de la Délégation de l'Union européenne, Angelina Eichhorst, a souligné que le soutien européen au Liban ne sera pas affecté par les sanctions contre le Hezbollah. «Les liens avec le Liban resteront forts. Le Liban est un partenaire important», a déclaré Mme Eichhorst à l'issue d'une rencontre avec le chef de la diplomatie. Reconnaisant que M. Mansour «est inquiet des retombées de la décision européenne», la diplomate a rappelé que l'UE faisait la différence entre les ailes «politique et militaire» du Hezbollah.

Selon elle, la décision sera revue tous les six mois par l'Union européenne. Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, devrait aborder cette question lors d'un discours prononcé mercredi à l'occasion d'un iftar.

As Safir

Une source officielle libanaise bien informée a indiqué que l'enquête bulgare sur l'attentat de Bourgas «n'a abouti à aucune donnée ou preuve irréfutable susceptible de bouleverser le paysage européen, aussi, l'inscription du Hezbollah sur la liste noire est-elle une décision politique et morale, qui n'aura aucune conséquence matérielle ou pratique, ni aujourd'hui ni à l'avenir». La source ajoute que les résultats de la bataille de Qoussair étaient fortement présents dans la décision américaine-israélienne-européenne (avec une incitation saoudienne), d'autant que chaque partie a ses propres considérations. De plus, il existe un environnement arabe et libanais encourageant tout ce qui est susceptible de ternir la réputation du Hezbollah.

La même source souligne que la mesure européenne n'est pas encore officielle car le ministre suédois des Affaires étrangères a posé comme condition qu'elle soit agréée par son gouvernement. Par ailleurs, cette décision sera révisée tous les six mois.

Le gouvernement libanais a été informé que la mesure européenne n'aura aucun effet sur les virements bancaires légaux effectués à travers les banques européennes. La chef de la Délégation de l'UE au Liban, Angelina Echhorst, a interrompu son congé et est rentrée hier à Beyrouth où elle a rencontré le président de la République. Elle doit être reçue, aujourd'hui, par le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, pour l'informer que la sanction prise par l'UE n'aura aucune répercussion pratique car il s'agit d'un message politique et moral. Les aides accordées par l'Europe au Liban se poursuivront.

La vraie question qui se pose est celle de savoir comment le Hezbollah va-t-il réagir à ce qu'il a appelé «une décision israélo-américaine injuste et agressive». Le parti compte-t-il revoir le mécanisme des relations avec les pays de l'UE? Qu'advient-il si un responsable européen demandait un rendez-vous au responsable du comité de liaison (le canal sécuritaire officiel du parti), Wafic Safa, à l'instar de ce qu'a fait hier le représentant spécial de Ban Ki-moon au Liban, Derek Plumbley. Le Hezbollah pourrait-il tourner le dos aux rencontres sécuritaires que les Européens ont pris l'habitude de solliciter loin des médias?

Qu'advient-il si le Hezbollah informait officiellement les Européens de l'équation suivante: «Nous autres, au Hezbollah, nous sommes un parti jihadiste (militaire) de la tête aux pieds et nous n'avons pas une aile militaire et une autre politique. Ce que le commandement du parti décide (du secrétaire général, au Conseil de la Choura en passant par les conseils exécutif, jihadiste et politique), est appliqué à tous les membres du parti sans aucune exception.» Les Européens décideront-ils, alors, de jeter leur décision à la poubelle.

Si un officier européen de la Finul entre en contact avec un responsable militaire du Hezbollah pour régler un problème sur le terrain, comme cela se produit tous les jours dans les dizaines de villages au sud du Litani, sera-t-il sanctionné par son pays, ou bien les impératifs du moment autorisent-ils les deux parties à braver les interdits?

Qu'advient-il si le Hezbollah décidait de tourner le dos aux Européens et cessait de leur fournir les garanties qu'ils ont réclamées, avant même de se déployer au Liban dans le cadre de la résolution 1701, en 2006. Si une «tiers partie» décidait de s'infiltrer entre les lignes de cette nouvelle équation pour s'en prendre à la Finul et porter atteinte à sa relation avec les habitants du sud, le Hezbollah se verra-t-il obligé de couper court à ces tentatives?

Cette décision est fabriquée, elle comporte une chose et son contraire. Les Européens ont qualifié le Hezbollah militaire de terroriste tout en affirmant leur volonté de poursuivre le dialogue avec le Hezbollah politique !. La question qui se pose n'est pas de savoir ce que recherchent les Européens à travers cette décision, mais ce que veut exactement Israël, qui l'a favorablement accueillie avant d'estimer qu'elle était insuffisante. Que veulent aussi les Américains qui ont poussé à l'adoption d'une telle décision?

Al Akhbar

L'ancien chef du gouvernement, Saad Hariri, a appelé, la semaine dernière, le Premier ministre désigné, Tammam Salam, pour l'informer de son refus de voir le nouveau gouvernement formé avant la fin du mois de Ramadan, ce qui a provoqué le mécontentement de ce dernier.

L'appel téléphonique a été suivi d'une visite de l'ancien Premier ministre, Fouad Siniora, à M. Salam, pour lui communiqué un message identique. Il l'a informé que'il ne s'agissait pas d'un refus absolu de la formation du gouvernement mais d'un report du processus jusqu'au lendemain de la fête du fitr.

M. Salam a transmis ces messages au président de la République, Michel Sleiman, lors de leur dernière rencontre.

ILS ONT DIT...

Abdel Amir Kabalan, vice-président du Conseil chiite

“La décision d'inscrire le

Hezbollah sur la liste noire trahit l'entière subordination des États européens au mouvement sioniste, qui a par ailleurs été vaincu au Liban par les hommes courageux de la résistance. Le terrorisme est un outil de colonisation, inventé par les États qui tendent à dominer le monde afin de soumettre les peuples à leur hégémonie vindicative. La décision européenne n'a aucune justification. Il s'agit d'une décision terroriste, sans fondement, puisque tous ceux qui défendent leur territoire et leur dignité sont des hommes libres qui défient l'injustice. Notre résistance et nos frères suivent la méthode du bien, défendent leurs pairs et œuvrent pour l'intérêt commun. La paix est une demande commune à toutes les religions monothéistes ainsi qu'à nos frères de la résistance, tandis que l'occupation des terres et la destruction des foyers sont au cœur du terrorisme, dont Israël est la mère.

Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste

“Nous saluons tout appel à la

relance du dialogue entre les Libanais, notamment celui du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et celui du président de la République Michel Sleiman. Cette décision vient conforter notre position de toujours qui consiste à retourner à la table de dialogue national. Les alternatives au dialogue engendrent des tensions et des divisions, et exposent le pays à l'insécurité. Il est nécessaire d'élaborer une stratégie de défense qui fasse prévaloir le rôle de l'État concernant les décisions de guerre et de paix. L'État devrait bénéficier de l'expérience de la Résistance relative à l'affrontement de l'occupation israélienne.

Sleiman aux USA pour une visite «privée»

Le quotidien Al Liwaa rapporte que le président de la République, Michel Sleiman, se rend aujourd'hui aux Etats-Unis pour une visite d'ordre «privé». Le chef de l'Etat devrait faire escale dans une capitale européenne, vraisemblablement Paris. La visite devrait durer trois jours, les services de Baabda ayant informé les autorités américaines de ce déplacement. Des sources n'ont pas exclu des rencontres entre M. Sleiman et des responsables américains.

Le procès de Nahr el-Bared débute en septembre

Le procès de 430 prévenus, accusés d'implication dans l'affaire de Nahr al-Bared, devrait commencer le 27 septembre, a décidé le président de la cour de justice, le juge Jean Fahd. Le lieu des séances devrait être annoncé ultérieurement. La cour de justice peut tenir ses séances au Palais de justice de Beyrouth, sur les lieux du crime si nécessaire, ou ailleurs conformément à la décision de son président.

Abbas veut soumettre tout accord de paix avec Israël à un referendum

Le président de l'Autorité palestinienne a déclaré que la reprise des négociations avec Israël se décidera dans les prochains jours et tout accord pouvant en résulter sera soumis à un référendum. Mahmoud Abbas a également souligné la nécessité de tenir des élections présidentielles, législatives et du Conseil national de l'Organisation de libération de la Palestine. «Il faut renouveler la légitimité de l'Autorité palestinienne», a déclaré M. Abbas.

Al Akhbar

Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant

L'évaluation à laquelle ont procédé des responsables officiels quelques heures après la décision européenne de placer l'aile militaire du Hezbollah sur la liste européenne des organisations terroristes a abouti aux données suivantes:

1-La distinction opérée entre les branches politique et militaire du Hezbollah n'est qu'illusion avec un parti dont la réputation a été forgée par son aile militaire, qui constitue la colonne vertébrale de son rôle et de sa présence, au vu de son attachement à la résistance, à ses armes et à la pérennité de sa mission liée à la poursuite de la menace israélienne au Liban-Sud. Il s'agit de jumeaux inséparables. La vérité est que des ministres et des députés du parti ont envoyé leurs enfants, il y a deux mois, se battre à Qoussair contre les rebelles syriens aux côtés des troupes de Bachar al-Assad. Certains d'entre eux ont même été blessés. Cela constitue un indice qui supprime toute confusion au sujet de l'enchevêtrement de la relation entre les ailes militaire et politique. Le parti estime en fait avoir acquis son prestige et son respect aux yeux de l'Occident, ou la haine qu'il suscite chez une partie de cet Occident, de sa force, qu'il tire de son arsenal et de la menace qu'il représente pour Israël.

2-La recommandation de l'Union européenne intervient dans un moment de confusion, alors que le Hezbollah avait offert à plus d'une occasion la possibilité de subir une telle sanction, surtout après la guerre de 2006. Malgré cela, l'UE s'était abstenue de l'inscrire sur sa liste noire. Après la guerre de juillet, l'ambassade de Grande-Bretagne à Beyrouth avait même ouvert un dialogue avec ce qu'elle appelait l'aile politique du parti, organisant des rencontres avec ses députés. Le dialogue a ensuite été interrompu subitement, puis la distinction a été opérée avec l'aile militaire.

3-Il serait illogique de croire qu'une telle mesure, précédée par une décision similaire du Conseil de coopération du Golfe (CCG) considérant le Hezbollah comme une organisation terroriste après son rôle dans la prise de Qoussair, puisse pousser le parti à ne plus intervenir en Syrie. La campagne de dénigrement lancée par le CCG contre le Hezbollah ne l'a pas fait broncher, et il a poursuivi son but, qui est de relier le centre de la Syrie à la Békaa du nord. Le président Assad n'a besoin ni des effectifs du Hezbollah ni de ses armes mais de son expertise et de son expérience dans les combats de rue, acquise lors des offensives israéliennes de 1993, 1996 et 2006, et auxquels son armée n'était pas prête.

4-La distinction faite par les Européens entre les ailes politiques et militaires du Hezbollah vise à ne pas faire assumer au gouvernement libanais actuel et à venir le poids de la décision de l'UE. Des responsables officiels libanais avaient entendu de la bouche d'ambassadeurs occidentaux que leurs pays étaient déterminés à ne pas briser la stabilité du Liban. Ils ne voyaient pas dans l'enthousiasme affiché par leurs gouvernements respectifs à inscrire le Hezbollah sur la liste noire une volonté de remettre en cause cette stabilité mais un message reflétant leur évaluation négative de son rôle interne et externe.

Al Moustaqbal

La décision européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes aura des répercussions négatives sur le Liban. Le comportement du Hezbollah a déjà causé beaucoup de tort aux Libanais et à leurs intérêts dans le Golfe, en Europe et aux USA et la décision européenne ne fera que renforcer cet état de chose. Le Hezbollah a plusieurs agendas, l'un interne, l'autre externe et un 3^{ème} guerrier qui ne prennent guère en compte les intérêts du Liban. Le prix sera en définitive payé par le Liban et les Libanais.

Rossiiskaia gazeta (Quotidien russe)

Martin Dempsey, président du Comité des chefs d'état-major des forces armées américaines, a déclaré que les Etats-Unis ont préparé un plan de bombardements de sites stratégiques en Syrie. Parmi les cibles potentielles figureraient les forces de la défense anti-aérienne, de l'armée de l'air, de l'armée de terre, les missiles, la flotte, ainsi que les sites militaires logistiques et les postes de commandement. «Les bombardements et les raids pourraient permettre d'éliminer des centaines d'objectifs», déclare la lettre de Dempsey adressée au président de la commission des forces armées du sénat américain Carl Levin. Cette action viserait à affaiblir significativement le régime syrien et contribuerait à la désertion des soldats. Le régime pourrait pourtant répliquer à ces frappes limitées en dispersant ses forces. Dempsey a averti que ces frappes nécessiteraient des «centaines d'avions basés sur terre et embarqués, du renseignement, des moyens de guerre électronique, des unités de logistique et de transmissions. Les dépenses sont estimées à 500 millions de dollars au départ et 1 milliard de dollars par mois en moyenne pendant un an», conclut Dempsey.